

International

10

Écologie

12

Féminisme

14

Culture

15

Argentine : l'extrême droite capitalise sur la crise sociale

Faire face au risque écofasciste

Violences sexistes : la zone d'ombre du grand âge

Un nouveau champignon éditorial



Édito

FACE AU DÉNI ET À LA CRIMINALISATION, ORGANISONS LA SOLIDARITÉ

Depuis le 7 octobre, les autorités suisses appellent hypocritement à la désescalade tout en adoptant une position pro-israélienne signée Ignazio Cassis : classer le Hamas dans les organisations terroristes, soutenir le « *droit d'Israël à se*

défendre », refuser d'appeler au cessez-le-feu, annoncer la coupe des fonds d'onze ONG israéliennes et palestiniennes.

Malgré les nombreuses alertes de risques de génocides, la Suisse a continué à appeler à un respect creux du droit international,

sans rien dire de la puissance occupante qui viole ce même droit (depuis sa création) en imposant le blocus complet de Gaza.

Dernier round : mercredi 22 novembre, le Conseil fédéral appelait le parlement à interdire le Hamas. Quelques jours plus

tard, le cap des 20 000 personnes tuées par l'armée d'occupation israélienne était franchi.

Cette position est partielle et inhumaine car le « *droit d'Israël à se défendre* » va de pair avec la négation du rapport entre occupant et occupé, de la longue histoire de l'ethnocide du peuple palestinien et de la colonisation de sa terre, de toutes les tentatives pacifiques et actes de résistances comme la grande marche du retour, où Tsahal a abattu des civiles ➔

National

3

RETOUR DU SERPENT DE MER DE LA « QUESTION EUROPÉENNE »

désarmé·e·x·s, et de la seconde Nakba en cours.

Elle est aussi dangereuse car elle s'attaque à la solidarité avec le peuple palestinien et à l'exercice des droits démocratiques en Suisse. En témoignent, en parallèle des positions du Conseil fédéral, les interdictions de manifestation dans plusieurs villes suisses-àlémanniques et les entraves de ce côté de la Sarine. Ou encore les accusations amalgamant antisémitisme et critique de la politique coloniale d'Israël lancées aux manifestant·e·x·s et à la gauche de combat.

L'opinion publique semble pourtant dans une large mesure condamner les bombardements massifs d'Israël à Gaza et le nettoyage ethnique en cours. Depuis début octobre, des manifestations se succèdent en Suisse, dans le calme et la détermination. Et partout dans le monde on assiste à des mobilisations de masse.

Face à l'hypocrisie et au soutien des pays impérialistes à Israël, notre devoir est de soutenir l'esprit de résistance et de solidarité qui se manifeste dans les mobilisations populaires pour la liberté du peuple palestinien : les manifestations, la campagne internationale de Boycott Désinvestissement et Sanctions (BDS) ou encore les initiatives de dénonciation des collaborations avec l'État d'Israël.

Il faut aussi pousser les organisations syndicales à prendre position et mettre en œuvre une véritable solidarité internationale, comme les Belges nous en ont donné l'exemple en bloquant l'envoi d'armes.

Participer aux mobilisations et à la lutte ici est une nécessité. Le Conseil fédéral appelle à la paix et à la trêve humanitaire, tout en soutenant Israël sur les plans économique, politique, diplomatique, militaire et sécuritaire.

Nous défendons qu'aucun projet politique de paix n'est réalisable tant que durera l'occupation, la colonisation, l'apartheid, l'opposition au droit au retour. Bref, tant que les Palestinien·ne·x·s ne jouiront pas de l'entier de leurs droits fondamentaux.

Guillaume Matthey

AGENDA

Genève

MA 5 DÉC.
GRÈVE ET MANIFESTATION DE LA FONCTION PUBLIQUE
Dès 13 h 30 Piquets de grève sur les lieux de travail
16 h 30 Assemblée du personnel au Palladium
17 h 30 Départ de la manifestation

ME 6 DÉC.
SOIRÉE DE LANCEMENT DU COLLECTIF SERHILDAN EN SOUTIEN AU KURDISTAN
18 h UniMail salle M1140

Neuchâtel

MA 5 DÉC.
LES VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES CONTRE LA MÈRE ET L'ENFANT
Conférence inaugurale de RECAP-NE
18 h 15 Espace Tilo Frey, Neuchâtel

NATIONAL VE 15 DÉC.

PALESTINE VIVRA, PALESTINE VAINCRÀ, QUELLE SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN?

Conférence-débat avec Olivier Besancenot, Soha Bechara, Joseph Daher et le témoignage vidéo en direct de Cisjordanie de Sahar Abdu. Voir page 5
19 H MAISON DES ASSOCIATIONS GENÈVE

SIGNEZ FAITES SIGNER LE DOUBLE RÉFÉRENDUM CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT DU DROIT DE BAIL ENCARTÉ DANS CE NUMÉRO

Les locataires subissent deux attaques. Le premier changement législatif durcit les conditions de la sous-location. La seconde modification facilite les résiliations en cas de besoin propre de la partie bailleuses.

Dans les deux cas, il sera plus facile pour les propriétaires de résilier le bail d'un logement ou d'un local commercial. Et cela alors même que les logements à un prix abordable manquent déjà cruellement !

Le référendum a déjà récolté le nombre suffisant de signatures, mais chaque signature supplémentaire montrera le niveau d'opposition à ces projets.

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités !
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



JE 7 DÉC.
VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES, DES ENJEUX SOCIÉTAUX AUX SOLUTIONS
Table-ronde
18 h UniNe, av. du 1^{er} Mars, Neuchâtel

Vaud

LU 4 DÉC.
MOUVEMENTS CLIMATS EN SUISSE, QUELLES STRATÉGIES POUR CONVAINCRE FACE À L'URGENCE ?
Table-ronde avec XR, Contre-attaque & autonomie, Grondements de terre et Renovate Switzerland
18 h 15 Unil Anthropole, salle 1129
Org.: Groupe Regards critiques

MA 12 DÉC.
QUELLE SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE AVEC LA PALESTINE ?
Conférence-débat avec Joseph Daher, militant internationaliste, membre de solidarités et Mona Dennaoui, membre de BDS Genève. Modéré par Lausanne Palestine
20 h Espace Dickens, Lausanne

Impressum	Tirage
Éditeur	5 000 exemplaires
Journal solidarités	17 n° par an
Case postale 2089	Comité éditoriel
1211 Genève 2	Clara Almeida Lozar
T +41 22 740 07 40	Nadja Badouli
E journal@solidarites.ch	Clément Bindschedler
W solidarites.ch/journal	Carl Studer
	Noémie Rentsch
	José Sanchez
	Thomas Vachetta
	Antoine Viki
	Maquette et mise en page
	Nils Wehrspann
	Converture
	Manifestation Palestine, Genève 11 novembre 2023.
	Photo: Eric Roset

Abonnements	Annuel	fr.
Étudiant·e·s, chômeur·se·uses, AVS/Al...	40	
Soutien 3 mois à l'essai	150	
Pour payer:	Gratuit	
CCP 17-216950-1		
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1		
Demander d'abonnement et changements d'adresse:		
▶ obos@solidarites.ch		

Contacts régionaux du mouvement	Genève	Fribourg/Freiburg	Neuchâtel	Vaud
	25, rue des Gares	Case postale 532	Case postale 3105	5 place Chauderon
	Case postale 2089	1701 Fribourg	2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
	1211 Genève 2	E fribourg@solidarites.ch	T +41 77 502 79 53	T +41 79 302 38 34
	T +41 22 740 07 40	E info@solidarites.ch	E ne@solidarites.ch	E vaud@solidarites.ch
	E info@solidarites.ch	W solidarites.ch/geneve	W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/val



Manu Friederich / Unia

Les travailleuses de la construction doivent régulièrement se battre contre le patronat pour maintenir ses conditions de travail. Grève des maçons, Zurich, 25 juin 2023

National Monde du travail

RETOUR DU SERPENT DE MER DE LA «QUESTION EUROPÉENNE»

Le projet de négociation en vue d'un accord cadre avec l'Union Européenne reprend, sur fond d'opposition syndicale et de la droite nationaliste.

Le psychodrame helvétique du 6 décembre 1992 avait vu les électriques et électeurs refuser par 50,3 % des voix l'adhésion à un espace économique européen de libre-échange (pas du tout l'adhésion à l'Union européenne, qui n'a jamais été soumise au vote) avec une Suisse romande qui acceptait massivement cet accord à plus de 75 % et le reste de la Suisse qui le rejetait nettement. La question de l'adhésion à l'UE a été définitivement enterrée à ce moment-là et le gouvernement suisse a choisi depuis lors la voie d'accords bilatéraux avec l'UE.

Pour l'économie suisse, le marché de l'Union européenne est vital, à la fois pour y écouler ses produits, s'y fournir, faire des affaires et recruter de la main-d'œuvre. De là d'incessantes et interminables négociations, ponctuées d'accords, sur

le prix à payer par la Suisse pour l'accès à ce mirifique marché ainsi que les conditions de cet accès.

Coup de théâtre le 26 mai 2021, le Conseil fédéral annonce que les conditions ne sont pas réunies pour la signature de l'accord prévu, fruit de 7 ans de négociations. C'est apparemment la rupture. Les causes en sont toujours les mêmes, en premier lieu la protection des salaires et les aides d'État. Mais la question est évidemment trop importante pour que les discussions ne continuent pas.

Le 8 novembre dernier, le Conseil fédéral annonce qu'il veut élaborer un projet de mandat de négociation qu'il souhaite adopter avant la fin de l'année pour le soumettre à discussion. Il charge de cette tâche le DFAE dirigé par le PLR Cassis.

Immédiatement, l'UDC et l'Union Syndicale Suisse réagissent.

Dans le communiqué de l'UDC, intitulé « La souveraineté de la Suisse n'est pas négociable », trois points sont mis en évidence : pas de reprise automatique du droit de l'UE et pas de règlement des différends par la Cour de justice européenne, pas de contribution financière automatique de la Suisse et l'immigration doit rester un domaine réservé. Tout cela est exprimé dans le langage nationaliste propre à l'UDC.

Le communiqué de l'USS porte quant à lui le titre « Assurer la protection des salaires et le service public ». La fâtière syndicale soutient la préparation du mandat, mais à la condition que la protection des salaires et du service public soient garantis. Pour elle, les discussions préparatoires les mettent en dangers et ne sont donc pas une base acceptable pour des négociations. La protec-

tion des salaires en Suisse doit être améliorée et non mise à mal.

Le décor est planté. La double opposition des syndicats et de la droite nationaliste est un écueil majeur pour tout projet en votation populaire.

La protection des salaires, question de classe essentielle

Quand on parle de protection des salaires en Suisse, on parle d'abord, au niveau légal, de mesures d'accompagnement. Entrées en vigueur en 2004 dans le cadre de la libre circulation des salarié-e-s venant de l'Union européenne, c'est un système de surveillance du marché du travail basé sur des commissions tripartites (État, patronat, syndicats) qui se rendent sur les lieux de travail pour s'assurer que les minimums légaux en matière de salaires, d'assurances, de sécurité sociale, de sécurité au travail, ... sont respectées. C'est ce que la majorité de droite, patronale, de l'UE, veut faire sauter dans les accords avec la Suisse, car ils veulent les mains libres, dans le monde entier. Ce n'est pas un problème propre à la Suisse, c'est un enjeu social européen qui mobilise l'ensemble des syndicats européens.

L'Union européenne a été construite sur le principe de la libre circulation des biens et services, ce qui signifie que toute entreprise doit pouvoir offrir ses services dans toute l'Union et détacher des travailleur-euse-s pour les effectuer. La cour de justice européenne a donc tendance à considérer toute mesure de protection du marché du travail comme un obstacle à la libre prestation de services, donc illégale.

Les conflits se multiplient, mais les syndicats européens soutiennent leurs collègues de Suisse dans leur lutte contre l'affaiblissement des mesures de protection du marché du travail, car ils sont eux-mêmes aux prises avec le patronat dans toute l'Europe sur le même thème.

On voit bien que la question n'est pas pour ou contre l'Europe, mais une question de lutte de classe, de lutte entre employeur-euse-s et employé-e-s, pour la défense des salaires et des conditions de travail. La protection des salaires et les protections sociales n'ont pas de frontières. C'est le patronat qui utilise les frontières pour dégrader continuellement les conditions de vie et de travail. Notre lutte pour leur défense est aussi celle des travailleuses et travailleurs du monde entier.

Henri Vuilliamenot



Dodo von den Bergen

Christian Levrat lors du 1er Mai 2008. Il vient alors de quitter la présidence du Syndicat de la communication pour prendre celle du PS.

National

Monde du travail

BOUGER AVEC LA POSTE. MERCI, CHRISTIAN LEVRAT!

La gestion de la Poste exemplifie la trajectoire connue par de nombreux sociaux-démocrates et l'horizon politique laissé. Retour historique sur une casse d'un service public. Que peut-on attendre de mieux?

Plusieurs journaux – dont *Le Courrier* et *Arcinfo* (10.11.2023) ont publié un entretien avec le président du Conseil d'administration de La Poste, Christian Levrat. Dans un passé pas très lointain, celui-ci fut président du Syndicat de la Communication, vice-président de l'Union syndicale et président du Parti socialiste. Il a aussi ses bonnes œuvres, avec la présidence de l'UNICEF Suisse-Liechtenstein. Dans cet entretien, Christian Levrat signale quelques mesures envisagées ou décidées :

- la non-distribution des journaux avant 12 h 30;
- l'augmentation des prix (10 centimes supplémentaires pour les courriers A et B, 1,50 fr. supplémentaire pour les colis Priority et Economy, à partir du 1^{er} janvier 2024);
- la suppression de DMC, filiale chargée de distribuer les publicités et les journaux non adressés (décision pouvant impacter 3855 personnes, dont une grande majorité de livreurs-euses à temps partiel);

→ le rachat d'entreprises (229 millions de francs en 2021, 95 millions en 2023).

L'histoire d'une casse du service public

Depuis sa création en 1998, La Poste s'est employée à faire du bénéfice. Cela implique des attaques contre les prestations et les conditions de travail des employé-e-s (une taylorisation, qui se traduit par le chronométrage des tâches). Le PSS a fourni trois des cinq dirigeants de La Poste : Jean-Noël Rey (décédé en janvier 2016), Ulrich Gygi (devenu en 2008 PDG des CFF) et Christian Levrat. Selon une formule de l'ex-premier ministre français Laurent Fabius, ils « ont fait le sale boulot ».

Concrètement, entre 2001 et 2014, La Poste a fermé environ 1800 bureaux de poste (3400 en 2001, 1562 en 2014). Comme compensation, La Poste a ouvert 660 agences, installées dans des commerces et offert près de 1300 services à domicile.

À l'appui de ces mesures, Christian Levrat invoque le changement

réel des habitudes de la population (paiement internet, courrier électronique, SMS). La volonté de rester bénéficiaire se fait au détriment du lien social que La Poste – société anonyme de droit public – doit maintenir en garantissant un service public de proximité. Or, les luttes pour défendre des bureaux de poste menacés de fermeture se sont toujours heurtées à l'argument de la rentabilité et de l'efficacité.

Rappelons qu'avant la séparation entre La Poste et Swisscom, le courrier postal (lettres et colis) était *de facto* déficitaire, l'équilibre budgétaire étant atteint avec les télécoms, grâce à une comptabilité commune.

En 1996, dans le cadre de la libéralisation des services publics, le conseiller fédéral Moritz Leuenberger et le directeur des PTT, Benedikt Weibel – tous deux membres du Parti socialiste – ont impulsé la proposition de séparation des Postes, Télégrammes et Téléphones (PTT) en deux entités (loi fédérale du 30 avril 1997). Mais

DE LA POSTE AUX CFF, UN PATRON DE COMBAT

C oncernant un prédécesseur de Christian Levrat, Ulrich Gygi (également membre du PSS), son arrivée à la tête des CFF ne fut pas accueillie avec joie par le Syndicat du personnel des transports (SEV). D'après une dépêche de la RTS (15.12.2008), « le Conseil fédéral a choisi un homme qui ne s'est pas particulièrement profilé jusqu'ici comme un protecteur du partenariat social et du service public [...] ».

Le patron de La Poste s'est en effet à plusieurs reprises profilé comme un tenant de la libéralisation contre les intérêts du personnel de La Poste, indique le SEV. Il était notamment en conflit avec le Syndicat de la Communication parce qu'il voulait externaliser des catégories entières de personnel pour péjorer leurs conditions de travail ».

les 4 (!) référendums lancés par des syndicalistes (minoritaires) et des organisations politiques comme solidarités échouèrent (15 000 signatures récoltées), Moritz Leuenberger ayant trouvé des oreilles attentives dans les syndicats (dont Union PTT).

Quand l'ennemi m'applaudit...

Le numéro de novembre de *Syndicom Magazine* étant sous presse au moment de l'entretien du 10.11.2023, celui-ci n'a pas été commenté. Le syndicat annonce le début des négociations pour le renouvellement de la CCT de La Poste (échue en 2024).

Quant à Christian Levrat, il a reçu les compliments d'une chroniqueuse fort à droite, Marie-Hélène Miauton, dans le journal *Le Temps* (12.11.2023). Celle-ci signe un billet perfidement titré : « Le président de La Poste découvre l'économie réelle », félicitant l'ex-syndicaliste et socialiste pour sa gestion capitaliste de La Poste. Englué dans son travail de gestionnaire, Christian Levrat a oublié ce constat du dirigeant social-démocrate allemand, August Bebel (décédé en 1913) : « Quand l'ennemi m'applaudit, je me demande quelle bêtise je viens de dire ».

Hans-Peter Renk

UN JOLI BLACK FREEDAY

Pour la troisième fois, un intercollectif écologiste, féministe et anticapitaliste auquel participe solidarités a organisé un Black Freeday comme alternative au Black Friday.

Le 24 novembre, un marché gratuit a animé le centre-ville de Neuchâtel. Le Black Friday, symptôme et symbole du capitalisme, du productivisme, de l'impérialisme et du patriarcat, est une catastrophe sociale et environnementale. Plutôt que de se résigner ou de compter sur les comportements individuels, nous préférons organiser une action concrète pour ouvrir une brèche dans le régime capitaliste et aider directement les gens.

Le marché gratuit et la buvette à prix libre permettent de s'extraire – un peu – des logiques marchandes. L'infokiosque, les discours, les chants de la Chorale révolutionnaire, les nombreuses discussions, le tractage aux abords des grandes enseignes (accompagné du son du tambour et des slogans anti-Black

Friday) et le passage de la critical mass (balade à vélo) dans le centre commercial de la Maladière ont permis de faire connaître nos revendications plus largement.

Une douzaine de collectifs étaient présents et/ou ont soutenu l'organisation de cette journée, et des dizaines de bénévoles, en plus de l'équipe de l'intercollectif, ont pris part au montage et au démontage, à la tenue de la gratifieria ou à la gestion de la buvette et du coin chill attendant.

Cet événement permet de penser et vivre la convergence de nos luttes, de rassembler les militant·es et sympathisant·es de nos organisations et mouvements, de diffuser nos idées. Et surtout d'avoir un impact concret en permettant à des centaines de personnes d'amener les vête-

Delphine Guinchard



Des participant·e·s s'apprêtent à jeter des billets « Consomme et ferme ta gueule » au feu.

ments, jeux, jouets, livres (mais aussi machine à coudre, tire-lait...) dont elles n'avaient plus besoin et/ou de se servir dans les très nombreux objets amenés par d'autres, luttant ainsi concrètement contre la surproduction, limitant le désastre environnemental causé par l'économie capitaliste, et profitant

à des gens qui en ont parfois bien besoin.

Ce Black Freeday est un premier pas vers un monde plus juste, plus durable, plus solidaire, débarrassé du productivisme, du patriarcat et de toute forme d'exploitation.

Robin Augsburg

CONFÉRENCE: QUELLE SOLIDARITÉ INTERNATIONALISTE AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN?

À Genève se tiendra le 15 décembre une soirée de conférence et discussion sur la solidarité avec le peuple palestinien. Présentation.

À Gaza, nous assistons à une guerre à tendance génocidaire. L'armée israélienne soumet la Bande de Gaza à des bombardements d'une violence inouïe et à un blocus total qui prive la population d'eau, de nourriture, de médicaments. En Cisjordanie occupée, la

population palestinienne est soumise à la violence redoublée de l'armée et des colons ainsi qu'à un bouclage du territoire.

Dans beaucoup de pays occidentaux, l'alignement politique des gouvernements, multinationales et institutions avec le régime d'apartheid

génocidaire s'accompagne de la répression de la solidarité. Nous devons agir. La solidarité est plus nécessaire que jamais.

Quelle solidarité internationaliste avec le peuple palestinien? Pour en parler, nous organisons une grande conférence-discussion intitulée « Palestine vivra, Palestine vaincra », avec un panel d'une qualité extraordinaire :

- Olivier Besancenot (porte-parole du NPA et ancien candidat à la présidentielle),
- Soha Bechara (militante du Collectif Urgence Palestine et ex-détenue du centre de détention de Khiam),
- Joseph Daher (militant de solidaritéS et universitaire)
- le témoignage vidéo en direct de Cisjordanie de Sahar Abdu (militante féministe, syndicaliste et coordinatrice de la section Femmes du syndicat Palestinian Workers Struggle Union – PWSU).

Sahar Abdu nous racontera la situation en Cisjordanie après le 7 octobre, comment iels s'organisent sur place face aux attaques des colons et de l'armée et pour soutenir la population de Gaza. Joseph Daher présentera le contexte géopolitique actuel dans la région et ses évolutions récentes, et Soha Bechara nous parlera des luttes qu'elle a menée pour le peuple palestinien et de la solidarité depuis la Suisse. Olivier Besancenot reviendra lui sur la criminalisation de la solidarité en France et ailleurs, et interviendra sur l'importance de la solidarité avec les luttes du peuple palestinien pour toute la gauche combative, ainsi que des convergences de luttes existantes ou à concrétiser.

Vendredi 15 décembre
19h Maison des Associations
(grande salle Gandhi)



Répression violente d'un rassemblement de protestation contre Emmanuel Macron, 16 novembre 2023

Vaud International En mouvement

À L'UNIL, INDIFFÉRENCE ET CONTRADICTIONS FACE AU GÉNOCIDE ET À LA SOUFFRANCE DU PEUPLE PALESTINIEN

A lors que depuis le début du mois d'octobre 2023, le peuple palestinien à Gaza est massacré et affamé par les attaques incessantes de l'armée israélienne, la Direction de l'UNIL a pris la décision de s'abstenir pour une énième fois face à ce génocide de plus de 70 ans.

Elle s'est même montrée réticente face à des événements en lien avec la question palestinienne, comme le tournoi caritatif organisé par le FC Hardegger qui n'a pas pu avoir lieu sur le campus, en partie parce que l'UNIL ne voulait pas entrer « *en matière dans le cadre d'un soutien en relation avec un conflit politique* », selon un mail envoyé le 24 octobre dernier.

Cependant, lorsqu'il s'agissait du peuple ukrainien, violemment agressé par l'armée russe et soutenu par les grandes puissances occidentales, la Direction n'a pas hésité à rapidement mettre en place un dispositif d'aide

humanitaire, et de montrer son inquiétude et sa solidarité, et à juste titre.

La visite controversée de Macron

La venue de Macron sur le campus le 16 novembre représente le crescendo de cette hypocrisie. Alors que d'énormes moyens et un espace médiatique considérable ont été offerts à un chef d'État largement controversé (connu pour sa politique autoritaire et son soutien au « *droit de l'État israélien de se défendre* » alors qu'il est en pleine offensive génocidaire), aucune place n'a été accordée aux centaines d'étudiant·e·x·s et aux associations universitaires contestant sa présence.

Résultat : une manifestation étudiante réprimée par la police dans la violence et la démesure ! Selon des témoignages récoltés et les vidéos publiées sur les médias, la police a réagi de manière particulièrement violente, attrapant des

personnes par la gorge, tapant avec des tonfas et utilisant du spray à poivre.

La Direction prendra-t-elle ses responsabilités ? Par son indifférence et sa complicité avec les puissances occidentales méprisantes et racistes, elle est la seule et unique responsable des tensions et des violences produites sur le campus. Non seulement sa position et sa mauvaise gestion ont mené à des attaques physiques contre des membres de l'UNIL, mais elle a montré le camp social auquel elle appartient : celui de la bourgeoisie occidentale dominante et raciste dans sa tour d'ivoire, celui de l'indifférence vis-à-vis des peuples opprimés.

Or, comme l'a dit le philosophe Antonio Gramsci, « *l'indifférence, c'est l'aboulie, le parasitisme, et la lâcheté, non la vie* ». Pour toutes ces raisons, rappelons encore et encore notre solidarité avec les Palestiniens·ne·x·s et tous les peuples opprimés du monde entier ! **PhK**

VERS UNE COORDINATION POUR LA SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

S amedi 11 novembre une première réunion nationale en solidarité avec la lutte pour la libération du peuple palestinien s'est tenue à Lausanne en réponse au besoin de coordonner les actions politiques en réaction au nettoyage ethnique en cours à Gaza et en Cisjordanie.

En effet, depuis début octobre, de très nombreuses manifestations et actions essaient dans la plupart des villes de Suisse, de même que de multiples actions et lettres ouvertes.

solidarités y a défendu l'importance d'un front uni, sur une base la plus démocratique et unitaire possible. Face à la politique étrangère Suisse alignée sur le discours de l'État d'Israël, aux entraves aux manifestations et à l'expression publique d'une solidarité avec le peuple palestinien, l'urgence est à l'unité.

Une semaine après, la nouvelle Fédération Suisse-Palestine a vu le jour à Berne. Elle regroupe plusieurs partis, dont solidarités, le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) et de très nombreuses organisations de solidarité avec la Palestine provenant de différents cantons : Vaud, Berne, Fribourg, Neuchâtel, Zürich, Bâle ou encore Genève et le Tessin.

Cette fédération s'est donnée pour mots d'ordre et revendications : Le cessez-le-feu et la fin du blocus de Gaza; le boycott économique d'Israël et des produits des colonies; la fin de l'occupation ainsi que le soutien au droit à l'autodétermination et la reconnaissance du droit au retour du peuple palestinien; le respect des droits fondamentaux et du droit international; la fin de la collaboration militaire avec Israël.

Nous marchons séparément, mais nous frapperons ensemble ! Vive la résistance du peuple palestinien ! **GM**

RÉSISTANCES, ÉMANCIPATIONS ET MOYENS DE LUTTE, QUELLE LÉGITIMITÉ?

Evoquer le droit légitime à résister à un envahisseur ou à un oppresseur ne peut pas seulement se poser en termes de principes abstraits. La dialectique entre la manière d'exercer cette résistance, les moyens et les forces utilisées et la finalité de cette lutte sont inséparables.

Dans l'histoire des sociétés humaines, le poids du passé, l'héritage dont parlait Marx, est aussi à prendre en compte. En effet, il n'existe aucune situation idéale pour définir et commencer une résistance.

Songons par exemple à la Commune de Paris, proclamée après la défaite militaire de 1870, mais qui était bien davantage qu'une résistance armée. Le programme de la Commune était révolutionnaire par son contenu social. Sa défense passa par les armes, dans des conditions éminemment défavorables, et sa défaite inévitable.

Autre situation désespérée, la résistance du ghetto de Varsovie en 1943, face à la barbarie nazie, organisée plutôt comme un sursaut d'honneur face à la liquidation des populations juives dans les camps d'extermination. Il n'y avait aucune décision stratégique dans ce choix, seulement la dignité d'une mort héroïque et inévitable, en affrontant l'ennemi, au lieu de la subir d'une manière passive dans les camps.

L'Afrique du Sud?

La résistance armée de l'ANC au régime d'apartheid est souvent citée. Précisément, cet exemple montre que la lutte armée menée fut marginale, et ne joua aucun rôle dans la transition vers la fin de l'apartheid. Ce furent en premier lieu les mouvements de masse de protestation, de désobéissance et les grèves ouvrières qui ont fragilisé le régime, malgré une répression féroce et sanglante. Le contexte international (écroulement des colonies portugaises) provoqua un isolement de plus en plus marqué et joua un rôle aussi. L'Afrique du Sud raciste

ne fut pas vaincue militairement, mais par une résistance sociale et surtout intérieure. L'ANC a dû revoir sa stratégie et tenir compte de l'apparition de nouvelles forces de résistance.

Dans d'autres situations, il est légitime de s'interroger, en même temps qu'une solidarité active s'exprime, sur la finalité de certaines actions armées, justement par attachement à la défense d'une cause de libération et à son succès.

La résistance armée doit aussi se penser dans une stratégie globale, au-delà de la recherche d'une confrontation avec la puissance occupante ou l'agresseur. Pourquoi? Parce que ce combat s'oppose au cœur des moyens de répression et qu'il en découle un combat destructeur au sens physique du terme, pas seulement pour les forces actives dans la résistance mais aussi pour les populations civiles environnantes. Sinon, elle reste un combat qui peut être légitime, mais sans espoir de libération.

Seulement une issue pacifiste?

L'usage de la force armée est très répandu dans l'histoire des résistances, bien que de grands mouvements furent aussi pacifiques. Citons le mouvement anticolonial dans les Indes britanniques, le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, les grandes grèves ouvrières du 20^e siècle, le mouvement féministe.

Les positions pacifistes montrent leurs limites lorsque l'agression est le fait d'une armée, détruisant tout adversaire sur son passage. Face aux armées d'Hitler il fallait des armées (et pas seulement des armes) pour résister. Il ne s'agit plus d'une question philosophique, mais politique. Quels sont les meilleurs moyens pour s'opposer à l'agresseur et le vaincre?

La fin et les moyens, une dialectique

Pour certains mouvements de résistance ou de libération, il y avait des

objectifs politiques, allant au-delà de la victoire militaire : construction d'une nouvelle société libre, émancipation des modèles des oppresseurs. En conséquence, les méthodes et les moyens de ces combats influencent la conscience de celles et ceux qui les mènent, tout comme ils peuvent préfigurer le nouveau projet de société.

De ce point de vue, il est important de définir dans quelles limites la violence doit s'exercer pour respecter à la fois une efficacité mais aussi illustrer un humanisme d'espoir et d'avenir. La violence est inévitable, c'est le résultat d'un combat. Mais son emploi peut être encadré consciemment, non seulement pour limiter les situations d'horreur mais aussi pour ébaucher un nouvel avenir, débarrassé des mécanismes de domination.

Le paradoxe de l'usage de la violence ne vient pas de la volonté des opprimé-e-s de se libérer par tous les moyens, mais bien de la volonté des oppresseurs à continuer leur domination par tous les moyens. Comme l'a remarqué avec finesse Trotsky, « à une fin basse correspondent de sales moyens ».

Pour être concret, des combats aussi durs soit-ils, doivent s'accompagner d'un respect des personnes non armées (civils et prisonnier-ère-s), du rejet de tout traitement cruel ou humiliant et de toute notion de vengeance. Admettre qu'une armée ou qu'une guérilla puisse violer, piller, massacrer donne un aperçu de la manière d'exercer le pouvoir d'un futur régime.

Les carnages commis par les Khmers rouges au Cambodge ou par le Sentier lumineux au Pérou illustrent ce danger. Rien ne justifiait ces crimes, ils étaient le résultat d'une orientation terroriste, avec un vernis anti-impérialiste.

José Sanchez

« Concevoir la lutte contre l'Apartheid comme lutte des classes, c'est mener la lutte contre le capital international ici. » Manifestation contre l'Apartheid en Afrique du Sud, Zurich, 5 octobre 1985



Gertrud Vogler / schweizerisches Sozialarchiv

MOBILISATIONS SYNDICALES EN SOLIDARITÉ AVEC LA PALESTINE

Blocages d'envoi de matériel, appel au boycott, les syndicats au sein de l'État espagnol et au-delà se mobilisent en solidarité avec la Palestine.

L'apartheid en Afrique du Sud, l'invasion de l'Éthiopie par l'Italie fasciste de Mussolini, la dictature de Pinochet au Chili : nombreuses sont les occasions tout au long de l'histoire où le mouvement ouvrier international s'est dressé contre les dictatures et le colonialisme imposés aux peuples d'autres régions du monde.

Une fois de plus, les syndicats palestiniens ont fait appel à l'internationalisme de la classe travailleuse pour freiner le génocide perpétré par l'État colonial d'Israël contre la population palestinienne et qui a déjà cau-

sé l'assassinat de plus de 13 000 personnes.

« Nous lançons cet appel, convaincus que la lutte pour la justice et la libération de la Palestine n'est pas seulement une lutte déterminée à l'échelle régionale mais également mondiale », c'est par ces mots que la Fédération générale palestinienne des syndicats à Gaza interpelle l'ensemble du monde syndical.

Contre la double morale des bourgeoisies occidentales

Face à la crise d'hégémonie impérialiste occidentale qui s'approfondit de manière évidente dans

le monde, nous avons l'obligation de prendre parti en soutenant les peuples opprimés. Nous pouvons pour cela nous appuyer sur au moins deux raisons principales.

Premièrement, dans un monde globalisé par l'internationalisation généralisée des processus de production et des chaînes de valeurs, des secteurs concrets de travailleurs-euses acquièrent un pouvoir stratégique central au sein de secteurs comme les transports, la logistique, les télécommunications, la production technologique. Ce n'est pas un hasard si certains de ces secteurs ont mené des grèves et des blocages de la production et du transport de matériel militaire destiné à l'État israélien : les travailleurs-euses du transport en Belgique, les dockers du port de Barcelone, les dockers et les activistes des ports de Oakland et Tacoma ont réussi à bloquer l'envoi de matériel militaire; dans la ville anglaise de Kent, des piquets de travailleurs-euses ont bloqué les entrées de la fabrique d'armement Elbit Systems (au capital israélien). Une ligne suivie par d'autres organisations syndicales importantes comme le Conseil syndical central de l'Inde, la Confédération unitaire des travailleurs (CUT) du Brésil, le Syndicat canadien des employé-e-s du service public et le Syndicat des mineurs de Colombie.

La seconde raison est éminemment politique. Le caractère colonial de l'occupation israélienne et l'impunité grâce à laquelle elle ignore toute norme du droit international reflète la perte de légitimité

de l'impérialisme occidental à s'ériger en agent de la démocratie et garant de la paix. Pour des millions de personnes, la double morale des bourgeoisies occidentales pour légitimer les massacres qui garantissent leurs intérêts, devient évidente. Face à cette crise, nous devons présenter une alternative internationaliste et écosocialiste comme unique réponse capable de garantir un futur de liberté et d'égalité pour les peuples du monde.

Cette tâche nous interpelle toutes et tous, en commençant par les militant-e-s révolutionnaires qui doivent jouer au sein de la classe travailleuse et des opprimé-e-s en Europe un rôle actif contre nos bourgeoisies et l'impérialisme européen qui soutient l'État colonial d'Israël.

Mobilisation dans l'État espagnol

Dans le cas espagnol, nous pouvons observer quelques avancées dans cette tâche qui ne font que commencer. Des secteurs concrets de travailleurs-euses comme les dockers du port de Barcelone ou d'une partie de l'effectif d'Airbus à Madrid se sont mobilisés pour exprimer leur appui total au peuple palestinien. Récemment, un large éventail d'organisations syndicales – comme la Confédération générale du travail (CGT), l'Inter-syndicale et le Courant syndical de gauche (CSI) – ont dénoncé le génocide israélien en Palestine et exigé du gouvernement espagnol « la rupture des relations diplomatiques et commerciales avec un État qui perpétue un régime d'apartheid et viole les droits humains du peuple palestinien. Les syndicats de classe signataires, répondant à l'appel public des syndicats palestiniens, demandent à l'État espagnol d'adopter une position claire, juste et solidaire en défense de la Palestine ».

Des organisations politiques comme Anticapitalistas et des collectifs comme BDS (Boycott, désinvestissement, sanctions) travaillent à l'extension de la solidarité internationale avec la Palestine, dans de larges mobilisations et rencontres dans les rues de l'État espagnol et au sein des organisations d'étudiant-e-s dans les instituts et dans les universités. Ainsi que de la part du gouvernement espagnol du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de Sumar, la rupture urgente de toutes les relations diplomatiques et économiques avec Israël.

Víctor de la Fuente Gaita, Anticapitalistas
Traduction du castillan : Hans-Peter Renk

Des employé-e-s, de syndicalistes et des militant-e-s ont bloqué l'usine d'armement BAE Systems à Rochester (Royaume-Uni), 10 novembre 2023



DANS LE COMBAT DÉCOLONIAL, PLUS QUE JAMAIS UNIR NOTRE CLASSE

Depuis le 7 octobre, les déclarations et les actions en solidarité avec la lutte du peuple palestinien ont été réprimées en France et les accusations d'apologie du terrorisme se sont multipliées, notamment à l'encontre du NPA.

Ce n'est nullement anodin, *Mediapart* a nommé l'une de ses rubriques « Proche-Orient : les répercussions en France », dans laquelle on trouve tout dernièrement un article sur « La chape de plomb qui s'est abattu dans les universités » après le 7 octobre, un autre sur les divisions au sein des rédactions de presse. À eux seuls, au vu de l'ambiance délétère depuis le 7 octobre et la surprise qu'ont constitué les attaques du Hamas, ces articles en disent long sur le climat politique en France.

Une ambiance de chasse aux sorcières

Leur récente publication laisse cependant entrevoir une (très légère) amélioration du débat public. C'est dire si le moment est à la chasse aux sorcières et à l'usage de toutes les calomnies et raccourcis intellectuels pour faire admettre le discours du gouvernement selon lequel « *face au terrorisme, Israël avait le droit de se défendre* ».

Après le 7 octobre, il a fallu batailler pour que le contexte d'une lutte de plus de 75 ans contre les colonies de peuplement soit remis au premier plan. Quiconque s'y risquait sur un plateau télé était soupçonné non pas seulement d'expliquer mais de justifier les tueries de civils. Pour le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin et ses préfets, toute personne soutenant la résistance palestinienne était un terroriste en puissance.

Apologie du terrorisme ?

Pendant un mois, dénoncer ou pas comme terroriste le Hamas faisait de vous un·e « bon·ne » ou un·e « mauvais·e » citoyen·ne. Le NPA n'a d'ailleurs pas été épargné par la tempête médiatique... et même juridique. Le directeur de publication du site du NPA a été convoqué à une audition libre le 2 novembre en raison d'un signalement pour « *apologie du terrorisme* » par des associations. S'il ne fait aucun doute que les crimes de guerre du Hamas sont choquants et même terrorisants, le terme de *terroriste* pour qualifier le Hamas n'est pas une caractérisation politique précise et nous ne la reprenons pas à notre compte.

Le 21 novembre, Guillaume Meurice, l'humoriste de France Inter, était convoqué également pour une audition libre pour avoir ri de Benjamin Netanyahu. Avant lui, des militant·e·s de la cause palestinienne ont été convoqué·e·s pour les mêmes raisons pour leurs prises de parole lors de rassemblements.

Un tel climat est inédit par son ampleur à la fois médiatique et juridico-politique. L'ancien Premier ministre de Chirac, Dominique de Villepin, est lui-même passé pour un iconoclaste sur certains plateaux en évoquant le non-respect du droit international et des solutions diplomatiques.

Criminalisation de la solidarité

À ce climat, s'est ajoutée une répression intense de la solidarité

avec le peuple palestinien. Dans de nombreuses villes, les rassemblements des associations de soutien ont été interdits au moins jusqu'au 20 octobre en raison des risques de « *troubles à l'ordre public* ». Et lorsque le NPA appelait et faisait partie des déclarants de la manifestation, les préfets n'ont pas hésité à citer notre premier communiqué comme preuve de dangerosité.

Enfin symptôme ultime de la répression injuste, l'expulsion de Mariam Abu Daqqa, militante du FPLP – une organisation que l'Union européenne et la France classent parmi les organisations terroristes – le 10 novembre, alors qu'elle devait rejoindre Le Caire le lendemain, n'a pu être interprétée que comme une humiliation supplémentaire vis-à-vis des soutiens de la cause palestinienne.

Arrivée en France fin septembre pour une série de conférences, Mariam Abu Daqqa avait reçu un arrêté d'expulsion le 9 octobre, remis en cause par la juge des référés du tribunal administratif qui avait es-

timé le 20 octobre que « *le ministre de l'Intérieur a[vait] porté une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté d'expression et à la liberté d'aller et venir* ». Pourtant, le 8 novembre, le Conseil d'État a annulé cette ordonnance et confirmé l'expulsion de Mariam Abu Daqqa, qui a été interpellée dans les heures suivantes.

De nombreux débats ont lieu sur les actions concrètes de solidarité au peuple palestinien, sur l'antisémitisme, sur l'islamophobie et le racisme en général. Une nouvelle génération est en train de se politiser tandis que les plus anciennes font de nouvelles expériences. Le débat politique de ces dernières semaines rebat des cartes... pour qui veut construire une nouvelle société.

Plus que jamais, et nous le disons au NPA, c'est le moment d'être unitaire et révolutionnaire, de construire sans sectarisme les outils pour l'émancipation de notre classe, un avenir de paix, sans colonies. Un avenir écosocialiste !

Fabienne Dolet

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Manifestation en solidarité avec le peuple palestinien, Paris, 22 octobre 2023

L'EXTRÊME DROITE CAPITALISE SUR LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le 19 novembre dernier, Javier Milei a remporté le second tour de l'élection présidentielle argentine face au péroniste Sergio Massa, actuel ministre de l'économie. C'est la première fois dans l'histoire argentine qu'un parti d'extrême droite parvient à canaliser le mécontentement populaire et remporter une élection présidentielle. Le pays entre dans une période qui sera marquée par la confrontation sociale et l'incertitude.

Les raisons de la victoire de Milei sont nombreuses, mais la plus évidente est le mécontentement envers la gestion de la crise économique par le gouvernement. La situation économique après quatre ans aux affaires du Frente de Todos (péronisme) semble insurmontable : une inflation avoisinant les 140 % annuels, 40 % de pauvreté et 10 % d'indigence. Depuis la crise économique de 2008 et ses répercussions sur l'économie argentine, le rapport de force entre les classes populaires et les tentatives de restructuration capitaliste ont été largement en défaveur des premières.

La phase de faible croissance et d'instabilité politique au niveau mondial, puis la pandémie, la guerre en Ukraine et des sécheresses record n'ont pas suffi pour justifier le manque de succès du plan économique du Ministre Sergio Massa. N'ayant pas pu s'appuyer sur son bilan économique pour attirer l'électorat, sa campagne s'est axée sur la protection des services publics (éducation, santé) et les conquêtes en matière de droits civils (droits humains, droits LG-BTIQ+, IVG). Tandis que Milei a réussi à canaliser le vote protestataire tout comme le désir de changement.

Que ce soit en imposant un programme ultralibéral (1989) ou en proposant une croissance inclusive (dès 2003), le péronisme a réussi à mener à bien des restructurations économiques afin de garantir la continuité du système capitaliste. Mais toujours en restant le parti le plus plébiscité par les travailleurs·euses, notamment dans son bastion historique, la Province de Buenos Aires (la plus grande, la plus riche et la plus peuplée d'Argentine). Or, Milei n'a pas seulement écrasé son opposant dans les centres productifs du pays, il a obtenu un résultat plus qu'anecdotique dans cette province, notamment dans les couches sociales qui travaillent dans le secteur informel de l'économie.

Un autre facteur important qui peut expliquer l'arrivée de Milei au pouvoir est la baisse de la mobilisation sociale à partir de 2019 avec l'arrivée au pouvoir du péronisme puis lors de la pandémie. L'opposition au confinement de la droite a lui a également bien profité.

Qu'ils s'en aillent tous !

Pendant la campagne, avec son style excentrique de rockeur et son approche antisystème au ton plébien, Milei a interpellé l'électorat en affichant son mépris envers la « caste » politique qu'il a promis de combattre. Il s'est notamment réapproprié le slogan « *que se vayan todos* » (qu'ils s'en aillent tous), distinctif du processus insurrectionnel de 2001.

Économiste libertarien, Milei a promis pendant la campagne une politique économique de choc impliquant la dollarisation de la monnaie, des coupes budgétaires, des privatisations d'entreprises

publiques et une réduction des tarifs douaniers sur les exportations. Son récent accord avec l'ancien président libéral Macri remet toutefois en question ces plans.

À la recherche d'une majorité

À la suite de l'élection primaire, Milei avait conclu un accord avec Macri et une partie de son parti, ce qui s'est avéré fondamental pour obtenir les votes nécessaires pour remporter le second tour. Pour former son gouvernement, Milei devra négocier avec Macri, car son parti est minoritaire à la Chambre des députés (38 sur 257) et au Sénat (8 sur 72). Même en additionnant ces votes à ceux du parti de Macri, ils n'atteignent pas une majorité permettant de gouverner.

Dans le péronisme, on peut s'attendre à un repli vers son bastion principal, la province de Buenos Aires, gouvernée par Axel Kicillof, l'un des possibles successeurs de Cristina Kirchner du côté gauche du mouvement. Cependant, son aile droite pourrait entamer des négociations avec des secteurs du nouveau gouvernement.

Vers une opposition large ?

Dans la gauche marxiste, les deux grands partis de la coalition FITU (Frente de Izquierda y de los Trabajadores Unidad), à savoir le PTS et le PO, n'ont pas soutenu le candidat péroniste au second tour, contrairement aux deux autres partis du front (MST et IS). Il est probable que leur posture d'indépendance de classe persiste malgré des espaces d'action commune avec l'aile gauche du péronisme.

Les centrales syndicales (CGT et CTA) et la plupart des syndicats seront en opposition au gouvernement. La question sera de savoir jusqu'où ils devront aller pour faire entendre leurs demandes et obtenir des résultats. Les mères et les grands-mères de la Place de Mai et d'autres associations de défense des droits humains, seront également mobilisées contre les projets de réhabilitation de la dictature de 76-83. La vice-présidente élue Victoria Villarruel est une fervente révisionniste.

L'arrivée de Milei et de son parti au gouvernement n'est rien d'autre qu'un durcissement en faveur des capitalistes, et il fera face à une large opposition. Le péronisme pourra-t-il se reconstituer pour revenir au pouvoir ? Dans quelle mesure cela ne serait-il qu'un retour à la case départ ?

JR

Javier Milei prend un bain de foule durant sa campagne électorale.





Le 22 octobre, les forces de l'ordre ont violemment réprimé une... conférence de scientifiques organisée par les opposant·e·s au projet d'autoroute dans la zone du futur chantier.

Écologie International

LUTTER CONTRE LES AUTOROUTES ET LEUR MONDE

La bataille contre l'A69 entre Toulouse et Castres a été au cœur de l'attention des luttes écologistes en France ces derniers mois. Cette autoroute de 53 km est l'un de ces grands projets inutiles qui aurait dû être abandonné depuis longtemps si la crise écologique était prise un minimum au sérieux. Derrière la question autoroutière se cache un enjeu écologique et social majeur.

G rève de la faim et de la soif, activistes suspendu·e·s aux arbres, lettre ouverte de près de 1600 scientifiques – dont plusieurs membres du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) – demandant l'arrêt du projet, appel de 300 élu·e·s locaux·les, proposition alternative « Une autre voie », pétitions, grandes manifestations, sabotage d'une cimenterie, tentative de ZAD... La bataille contre l'A69 a été aussi âpre que diverse.

Une lutte emblématique

Mais malgré les avis défavorables rendus par l'Autorité environnementale, le Conseil national de la protection de la nature ou encore les enquêtes qui montrent l'opposition de population, rien ne

semble pouvoir arrêter les promoteurs du projet, Carole Delga en tête, présidente « socialiste » de la région Occitanie, avec l'appui du gouvernement Macron.

Artificialisation de 366 hectares de terres agricoles et d'espaces naturels, abattage de centaines d'arbres centenaires, zones humides bitumées... Tout ça pour une autoroute qui deviendrait la plus chère de France et qui ne permettrait que de gagner 15 à 20 minutes sur un itinéraire pour lequel une route nationale existe déjà. À projet particulièrement absurde, lutte particulièrement emblématique.

La déroute des routes

On compte aujourd'hui 55 projets (auto)routiers contestés dans le

pays. Réunis au sein de la coalition « La Déroute des Routes », des collectifs locaux se mobilisent pour enrayer la machine à asphalter les territoires, réclamant un moratoire sur tous les projets routiers destructeurs dont le contournement est de Rouen, la déviation de Saint-Péray (Ardèche), l'autoroute Thonon-Machilly (Haute-Savoie), etc.

C'est que le modèle autoroutier, avec son empreinte sur le territoire, l'artificialisation des sols qu'il entraîne, le développement verrouillé à la dépendance automobile qu'il impose, les espaces hostiles et les ruptures qu'il crée pour les humains et la faune concentre un nombre invraisemblable de nuisances écologiques... et sociales.

Des routes pour les riches

Lorsque l'organisation du territoire et des mobilités oblige à déboursier plusieurs milliers d'euros par an pour posséder un véhicule et payer son carburant comme seul moyen pour accéder à l'emploi, aux services essentiels ou à des commerces, la dépendance automobile n'est, au final, rien d'autre qu'une taxe sur les plus pauvres.

Or, le transport est le lieu où l'utilisation de l'énergie est la plus socialement inégale. En France, plus on est riche, plus on est motorisé·e, plus on réalise une part importante de ses trajets en voiture et plus on parcourt de kilomètres. Et contrairement à une idée reçue très répandue, ce sont bien les ménages les plus aisés qui vivent le plus grand éloignement domicile-travail, pendant souvent de leur maison en périphérie jusqu'en ville pour travailler. À l'inverse, les ménages les plus pauvres subissent de plein fouet les nuisances du trafic, les logements à proximité des grands axes routiers étant souvent les moins chers.

Les autoroutes comme infrastructures fossiles

Les expert·e·s sont unanimes : si l'on veut garder une chance de rester sous la barre des +1,5 °C de réchauffement, il faut stopper tout nouveau projet d'énergie fossile. Or, les véhicules sur les autoroutes sont encore à 97 % propulsés au pétrole. Même en cas d'électrification massive du parc, le modèle qui consiste à mouvoir des engins d'1,5 tonne pour déplacer une seule personne est par essence incompatible avec la sobriété énergétique.

On doit donc considérer les autoroutes comme des infrastructures d'énergie fossile, au même titre que des usines électriques à gaz ou au charbon. Et les autoroutes verrouillent tout un développement spatial dépendant de l'automobile. Chaque voie supplémentaire, chaque nouvelle bretelle, chaque échangeur entraîne dans son sillage la construction de zones d'activités, de logements, de centres commerciaux et de loisirs uniquement accessibles en voiture.

Si l'on veut tirer pleinement les leçons de l'épisode des gilets jaunes, la mobilisation pour un arrêt complet de toute extension du réseau (auto)routier et pour un vrai tournant dans la politique de mobilité et d'aménagement devrait donc être mise au cœur des luttes écologiques et sociales.

Thibault Schneeberger

FAIRE FACE AU RISQUE ÉCOFASCISTE

Le 15 novembre s'est tenu à Genève une conférence-discussion avec Antoine Dubiau, auteur de l'ouvrage *Écofascismes*.

De quoi l'écofascisme est-il le nom, et que peut-on faire pour le contrer ?

Avant de définir ce qu'est l'écofascisme, il faut d'abord revenir sur ce qu'il n'est pas. Dans l'espace public, la catégorie d'écofascisme est essentiellement utilisée en tant qu'insulte politique par divers groupes et individus qui cherchent à ostraciser un adversaire.

Le principal usage du terme aujourd'hui se présente justement comme une insulte politique à l'encontre de l'ensemble des écologistes, parce que leurs revendications sont jugées liberticides – en matière de transports, d'alimentation, etc. Cette réduction de toute forme d'écologie politique à un supposé écofascisme est absolument ridicule et ne résiste pas à une analyse honnête et sérieuse des propositions réelles du mouvement écologiste actuel.

Dans les espaces militants progressistes, il est également fréquent de croiser la qualification d'écofascisme, pour désigner cette fois des formes d'écologie politique jugées réactionnaires et/ou autoritaires. Parmi celles-ci, le néomalthusianisme est souvent considéré comme écofasciste, puisqu'il s'apparenterait à une focalisation exclusive sur la supposée surpopulation comme unique cause du ravage écologique contemporain. Ce cadrage strictement démographique du problème écologique reposant largement sur une construction raciste, sa dénonciation est parfaitement légitime.

Toutefois, cet usage courant du terme d'écofascisme masque certainement d'autres formes d'écologie politique pour lesquelles cette appellation serait plus pertinente.

L'existence politique de l'enjeu écologique semble relativement stabilisée depuis près d'un demi-siècle : l'extrême-droite serait fondamentalement hostile à toute politique écologique tandis que le mouvement écologiste se serait essentiellement ancré à gauche de l'échiquier politique. Aussi vrai ce constat soit-il, le risque serait de le fossiliser. L'écologie politique est historiquement ancrée à gauche, mais il serait dangereux de considérer qu'elle est intrinsèquement (ou naturellement) de gauche. Cela reviendrait, en effet, à s'empêcher de voir comment un enjeu politique contemporain aussi important que le ravage écologique pourrait être approprié par les différentes familles politiques. Celles-ci seront certainement de plus en plus nombreuses à se pencher sur le sujet, à mesure que la situation continue de s'aggraver.

Plusieurs travaux récents permettent de considérer l'écofascisme comme l'une de ces nouvelles conceptions politiques de l'écologie. Celui-ci ne remplace pas le carbofascisme, c'est-à-dire la défense du mode de vie occidental dopé aux énergies fossiles par l'extrême-droite traditionnelle, mais il s'y ajoute et complexifie le paysage politique. L'écofascisme peut en effet

être appréhendé comme le résultat d'un double processus, celui d'écologisation du fascisme d'une part et celui de fascisation de l'écologie d'autre part.

L'émergence de l'écofascisme ne réside pas uniquement dans la seule appropriation de l'enjeu écologique par l'extrême-droite, mais aussi de dynamiques politiques internes au mouvement écologiste lui-même.

Quelle différence entre la fascisation de l'écologie et l'écologisation du fascisme ?

Le processus d'écologisation du fascisme recouvre les appropriations de l'écologie politique par divers idéologues ancrés à l'extrême-droite. Dans le monde francophone, le plus connu est certainement Alain de Benoist, suivi de Pierre Vial et Dominique Venner. Malgré leurs divergences, ces différentes figures intellectuelles sont rassemblées au sein d'une mouvance qui prend le nom de Nouvelle Droite, à partir des années 70. Celle-ci existe également dans le monde germanophone (en Allemagne et en Autriche), mais aussi dans le monde anglophone (principalement aux États-Unis) ou encore aux Pays-Bas.

Toute cette « Nouvelle Droite » n'est pas écologiste, mais c'est en son sein que sont réappropriées une série d'analyses et de propositions politiques issues de la gauche écologiste : le rejet de la société de consommation et l'impérialisme

L'UDC a intitulé l'initiative lancée lors des élections fédérales « Pour la durabilité ». Circonscrire le problème écologique à son aspect démographique repose sur une construction raciste. Cérémonie de lancement de campagne, Swiss Life Arena Zurich, 26 août 2023.





la fascisation de l'écologie s'est largement retrouvée dans les discours covido-négationnistes qui reven-
diquaient de « *vivre avec les virus* » ou de ne pas se vacciner, pour des raisons présentées comme écolo-
giques – mais qui étaient, en réa-
lité, validistes.

La présence de telles ambiguïtés dans la parole écologiste ne signifie pas que celles-ci mèneront irrémé-
diablement, ou systématiquement, vers une forme plus ou moins dé-
clarée d'écofascisme. Elles invitent toutefois à garder une certaine
vigilance collective vis-à-vis des discours au sein du camp émanci-
pateur.

Les deux processus d'écologi-
sation du fascisme et de fascisa-
tion de l'écologie se répondent,
car le second n'est possible qu'à
partir de l'amorce du premier. Le
mouvement écologiste a toujours
compté des réactionnaires en son
sein, qu'ils soient racistes ou contre
l'avortement par exemple, mais
ces profils ne trouvaient, jusque-là,
pas de débouché politique. L'éco-
logisation du fascisme participe à
la construction idéologique d'une
offre politique qui peut séduire ces
écologistes réactionnaires en pro-
venance de la gauche.

Comment définir le projet politique porté par l'écofascisme ?

Comme d'autres doctrines écolo-
gistes, l'écofascisme revendique
un rapport particulier au terri-

toire. Celui-ci repose notamment
sur l'idée d'enracinement, conçu
comme un lien spirituel et écolo-
gique entre un territoire et la com-
munauté humaine qui l'habite.
Ces racines supposées ancestrales
seraient insécables. Leur rupture
entraînerait la mort morale et éco-
logique, aussi bien des communau-
tés que de leur environnement local.

L'enracinement écofasciste re-
pose en effet sur une conception
de l'écologie organisée autour de
la défense d'équilibres écologiques
locaux, entre des groupes humains
et leurs milieux jugés « naturels ». Ceux-ci se seraient co-construits
sur le temps long, la culture lo-
cale ne serait pas seulement le
prolongement de son environne-
ment de construction (comme le
défendent les doctrines réaction-
naires non-écologistes) mais elle
en serait l'une des manifestations
humaines.

Cette conception de l'écologie
territoriale par l'enracinement
permet de légitimer le figement
des frontières et la fixation des po-
pulations humaines sur leur terri-
toire de naissance. Autrement dit,
toute forme d'immigration serait
fondamentalement néfaste sur le
plan écologique. Ce tour de passe-
passe idéologique fait ressortir le
fond du projet politique de l'éco-
fascisme : celui-ci vise avant tout
à garantir les bonnes conditions
environnementales de reproduc-
tion de la race blanche, de l'identi-
té européenne ou de la civilisation

occidentale – selon les différents
registres en circulation parmi les
fascistes d'aujourd'hui.

La protection de la nature de-
vrait être comprise dans les deux
sens du terme, à la fois au sens éco-
logique de la défense de l'intégrité
des milieux associant humains et
non-humains mais aussi au sens
politique de la naturalisation d'un
ordre social inégalitaire.

Comment faire faire à l'écofascisme en tant qu'écologistes progressistes ?

Les deux processus d'écologi-
sation du fascisme et de fascisa-
tion de l'écologie n'offrent pas les
mêmes prises aux écologistes pro-
gressistes. Face au premier, iels ne
peuvent pas faire grand-chose de
plus que ce que les antifascistes
font déjà contre l'extrême-droite
traditionnelle, car cela ne change
finalement rien qu'elle soit écolo-
giste ou non. Cette reconfiguration
politique reste ainsi une affaire in-
terne à l'extrême-droite.

Face au second processus de fas-
cisation de l'écologie, les écologistes
disposent en revanche de plus
larges marges de manœuvre. Iels
peuvent en effet s'inscrire dans la
dynamique collective, déjà engagée,
de clarification du discours écolo-
giste : sur de nombreuses questions,
des écologistes progressistes ont
tenté d'explicitier leurs désaccords
avec des discours écologistes consi-
dérés comme alliés.

Depuis plusieurs années, le mouve-
ment francophone pour la décrois-
sance fait ainsi l'objet de (saines)
critiques sur le rejet passéiste de la
« modernité » qui peut se retrou-
ver en son sein. La polysémie de ce
terme peut en effet brouiller les
pistes : selon les sensibilités poli-
tiques, la « modernité » peut être
considérée comme un système
d'infrastructures caractéristiques
du monde industriel, comme un
ensemble de valeurs progressistes
voire universalistes, comme un
rapport particulier au monde et à
la nature, etc.

Plutôt que de s'opposer à de
tels signifiants vides, les écolo-
gistes progressistes devraient plu-
tôt se recentrer sur la critique des
rapports sociaux (capitalistes, ra-
ciaux, sexuels) dont la perpétua-
tion se trouve à la source du ravage
écologique.

Antoine Dubiau



Antoine Dubiau,
Écofascismes,
Caen, Éditions
Grevis, 2022

LA ZONE D'OMBRE DU GRAND ÂGE

Une récente enquête menée par Lara Donnet pour le compte de la RTS mettait en lumière un phénomène délaissé par le débat public : le féminicide au grand âge. Ce nécessaire coup de projecteur invite à la réflexion sur l'invisibilisation des violences faites aux femmes âgées.

Le chiffre est une claque : 20 % des femmes tuées en Suisse ont plus de 70 ans. Il est d'autant plus douloureux lorsqu'on le met face à celui des violences rapportées (violences physiques, psychologiques et sexuelles) par les femmes de la même tranche d'âge. En effet, les violences enregistrées par les statistiques pour les 70 ans et plus est le plus bas de toutes les tranches d'âges.

Faut-il en conclure que les femmes âgées subissent moins de violences que leurs cadettes et qu'elles meurent sous les coups (de poings, de feu, de couteau) de façon inattendue, accidentelle, sans antécédents ? Hélas non, tout indique que les femmes âgées signalent moins les violences subies et que les chiffres que nous transmettent les statistiques ne sont que la pointe d'un iceberg

immergé dans un océan d'indifférence sociale.

Lutter contre la violence domestique... et oublier les femmes âgées

On le sait : la lutte contre la violence domestique passe par une légitimation sociale et légale qui signale aux victimes que ce qu'elles vivent n'est ni normal ni acceptable. Ce travail de légitimation vise à déjouer les pièges du sentiment de culpabilité et de honte en mettant en avant le droit à la sécurité et à l'intégrité. Pourtant, les études menées à l'échelle internationale le montrent : les femmes âgées sont occultées dans les dispositifs de prévention et de lutte contre les violences, notamment les violences sexuelles, laissant apparaître le stéréotype du corps féminin âgé comme déssexualisé et donc comme non exposé à des violences sexuelles.

La chercheuse Delphine Roulet Schwab montre ainsi qu'en Suisse, les femmes âgées sont invisibles dans les messages et visuels des campagnes contre les violences domestiques. Ce qui est invisible à une extrémité de la chaîne de lutte se traduit par une absence à l'autre extrémité, les femmes âgées ne faisant que très peu recours aux ressources d'aide disponibles (centres LAVI, police, etc.).

Rester dans la violence, en silence

La lutte contre les violences domestiques, au même titre que « la vague MeToo » n'est pas arrivée jusqu'aux femmes âgées, et particulièrement celles qui sont socialement isolées. Tout ce qui est en train d'être détricoté chez les générations plus jeunes, la honte, la peur de n'être pas crue, la minimisation (les fameux « quelques dis-

putes, c'est normal dans le couple », « ce n'est pas si grave »), la pudeur (« on ne parle pas de ça ») détermine encore très fortement le rapport à la violence chez une génération qui a été socialisée à la discrétion sur les « choses du couple », voire à la nécessité de serrer parfois les dents.

Les motivations à signaler sont aussi moindres par rapport à celles de femmes plus jeunes, notamment les mères, pour qui la protection de leurs enfants est souvent un facteur déclencheur à la plainte et au recours à l'aide. Enfin, la durée souvent longue du couple enferme les femmes âgées dans un processus d'habituation – la mithridatisation désormais bien connue dans les phénomènes d'emprise – où la frontière entre comportement désagréable et violence est peu lisible.

Élargir l'horizon des luttes féministes

Si les politiques publiques et les acteurs associatifs ont oublié les aînées et leurs spécificités, qu'en est-il du côté des luttes féministes ? Là aussi, force est de constater que les thématiques se concentrent, en majorité, sur une tranche d'âge située entre la puberté et la ménopause. Des luttes salvatrices sont menées dans le domaine des violences sexistes et sexuelles dans l'espace public, de la culture du viol, des inégalités et discriminations dans le monde du travail, de la précarité menstruelle, des violences gynécologiques et obstétricales.

Les combats féministes contemporains répondent ainsi à la domination patriarcale qui porte, depuis la nuit des temps, sur la sexualité et la reproduction. Lorsque la fonction reproductive est arrivée à son terme, que l'heure de la retraite a sonné et que la sexualisation du corps s'efface les femmes entrent dans l'âge de l'indifférence et de l'invisibilité, devenues « *ni reproductives, ni productives* » comme l'écrivent les coordinatrices du numéro de la revue *Nouvelles Questions Féministes* consacré aux « Vieilles (in)visibles » en 2022.

Derrière le silence qui règne autour des violences faites aux femmes âgées se cache la question de l'invisibilité sociale et l'inattention militante portée au vieillissement féminin et ses problématiques spécifiques. Il est alors urgent d'élargir le périmètre des luttes féministes afin de prendre au sérieux l'inclusivité et l'intersectionnalité dans toutes leurs dimensions.

Cornelia Hummel

Rassemblement pour la Journée internationale de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, Lausanne, 25 novembre 2023



Gustave Deghiliage



Arthur Billerey et Florence Schluchter-Robins en compagnie des auteurs-ices Maxence Marchand (*Timidité des cimes*) et Fabienne Bogadi (*La saveur du vent*).

Culture À lire

UN NOUVEAU CHAMPIGNON ÉDITORIAL EN SUISSE ROMANDE

Dans un atelier de sérigraphie à Renens vient de naître La Veilleuse, une maison d'édition issue de la rencontre entre deux éditeur-ices passionné-es : Florence Schluchter-Robins et Arthur Billerey. Entretien.

Pourquoi avoir lancé votre propre maison d'édition ?

F J'avais envie de créer une structure où l'essentiel du travail se concentre sur l'accompagnement des textes. Avec Arthur, nous partageons la même manière d'envisager l'édition. Nous voulons publier des projets qui nous tiennent à cœur, sans compromis au niveau éthique. Notre autonomie nous est précieuse. Arthur a un master en édition à Grenoble et a travaillé dans plusieurs maisons d'édition, et moi je suis libraire de formation et j'ai été éditrice aux Éditions l'Age d'Homme, puis quelques temps aux Éditions d'En Bas.

Nous avons les deux été confrontés par le passé à des structures archaïques et à des comportements sexistes dans le milieu de l'édition et c'est aussi pour cela que nous avons eu la volonté de créer notre propre maison, respectueuse de toutes les personnes avec qui nous travaillons.

Qu'est-ce qui fait de vous une maison d'édition engagée ?

F Je suis une personne engagée et c'est important pour moi de pouvoir utiliser cette plateforme pour sensibiliser les gens sur des questions qui me tiennent à cœur. Nous n'avons pas envie de publier

de textes trop à charge. Nous essayons de faire passer un message de manière un peu douce, avec subtilité et poésie. Nous voulons faire découvrir ces questions par la lecture, en éveillant à la réflexion sans l'imposer. A Nous ne nous définissons pas comme une maison d'édition politique mais tout simplement responsable. Notre engagement va avec l'époque, dans une perspective écoresponsable, décoloniale et féministe. Avec la collection « Nuit blanche », nous collaborons avec des illustratrices suisses. Nous voulons respecter toutes les actrices de la chaîne du livre. F Les personnes que nous mandations sont rémunérées de la même manière. Nous sommes les deux seuls bénévoles pour le moment.

Cherchez-vous, avec La Veilleuse, un autre manière de collaborer, où chacun peut prendre des décisions ?

A Nous additionnons les subjectivités pour travailler ensemble. Nous restons les décideurs-euses mais le comité de lecture (composé de 9 lecteur-ices externes) peut nous faire des propositions. F Toute la gestion nous incombe mais c'est important pour nous de montrer que c'est un travail d'équipe. Notre vision est plus communautaire.

Vous ne publiez que 15 livres par an. Est-ce par volonté de ne pas surcharger la production ?

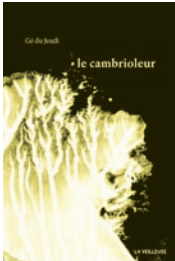
A Nous ne sommes pas dans une idée d'abondance. Nous voulons publier moins et publier mieux. Si demain, nous devenons 4 ou 5 éditeur-ices chez La Veilleuse, nous n'allons pas pour autant publier plus.

Pouvez-vous nous parler plus en détail de vos parutions récentes ? F Mon coup de cœur de l'année 2023 est *Le cambrioleur*. C'est un ouvrage qui vient de paraître et qui est illustré à l'encre de Chine par le poète anarchiste Gé du Jeudi. C'est l'histoire d'un homme qui vit isolé dans son appartement, et au fil du temps une présence s'imisce chez lui, et le questionne sur son rapport à l'autre, à la solitude du processus d'écriture. On découvre en filigrane une critique assez virulente du capitalisme. A Nous allons bientôt sortir le recueil de poésie d'Eva Marzi, *Hippocampe*. Elle s'est intéressée au parcours migratoire d'un jeune tunisien. C'est une rencontre humaine qui a été développée par la poésie. Il y a toute une question du souvenir, et d'utiliser la poésie pour se souvenir.

Comment voyez-vous l'avenir de l'édition en Suisse romande ?

A La plupart des structures en Suisse romande sont vieillissantes. Ces maisons d'édition ont été créées dans les années 70-80. Nous faisons partie de ces nouveaux champignons éditoriaux, comme Paulette éditrice. C'est une question de génération et de vision. Nous mettons en avant le travail collaboratif par rapport à hier où une personnalité forte et influente prenait toutes les décisions. Aujourd'hui, il ne suffit pas d'un article pour vendre. Il faut des podcasts, les réseaux sociaux, pour essayer de vivre avec notre époque en se posant les bonnes questions. Il faut aussi repenser la question sociale de la lecture : comment on lit aujourd'hui et comment on pourra continuer à lire demain ? Comment faire durer la vie d'un livre ?

Propos recueillis par Iuna Allieux



Gé du Jeudi, *Le cambrioleur*, Renens, La Veilleuse, décembre 2023



Eva Marzi, *Hippocampe*, Renens, La Veilleuse, février 2024

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal



Journal solidaritésS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritésS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

428

1 12
2023

Abonnements

SOUTENEZ-
NOUS,
ABONNEZ-
VOUS!

- ☐ Annuel fr. 80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- ☐ Soutien 150
- ☐ 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3	National Retour du serpent de mer de La « question européenne »	4	Monde du travail Bouger avec La Poste. Merci, Christian Levrat !	5	Neuchâtel Un Joli Black Freeday	6	Vaud A l'Unil, indifférence et contradictions face au génocide du peuple palestinien	7	Histoire Résistances, émancipations et moyens de lutte, quelle légitimité ?	8	Monde du travail Mobilisations syndicales en solidarité avec la Palestine	9	International Dans le combat décolonial, plus que jamais unir notre classe	10	International Argentine : l'extrême droite capitalise sur la crise économique et sociale	11	Écologie Lutter contre les autoroutes et leur monde	12-13	Écologie Faire face au risque écofasciste	14	Féminisme Violences contre les femmes : la zone d'ombre du grand âge	15	Culture Un nouveau champignon éditorial en Suisse romande
---	--	---	---	---	------------------------------------	---	---	---	--	---	--	---	---	----	---	----	--	-------	--	----	---	----	--



Manifestation pour la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, Lausanne, 29 novembre 2023